

MAKING OF

## Une longue investigation dans plusieurs pays

Par Frédéric MARTEL

En complément de l'enquête que je publie sur Carla Bruni-Sarkozy (*Marianne*, n° du 7 au 13 janvier 2012), je rends publiques ici des informations complémentaires sur les activités de philanthropie de Carla Bruni-Sarkozy, sur la fondation Carla Bruni-Sarkozy, ainsi que sur la fonction d'ambassadrice de lutte contre le sida de la Première dame de France qui est au cœur d'un scandale international. Ainsi qu'une chronologie et un décryptage général de cette affaire.

### La fondation Carla Bruni-Sarkozy

Créée en 2009, la Fondation Carla Bruni-Sarkozy n'a de fondation que le nom. En réalité, elle n'a aucune existence juridique réelle et n'a pas de personnalité morale. Elle est hébergée et « abritée » par la Fondation de France, son statut est donc qualifié comme étant « sous l'égide » de la Fondation de France. De ce fait, elle n'aurait ni comptabilité propre, ni compte en banque, ni secrétariat juridique, l'intégralité de ces fonctions étant assurée par l'institution qui l'héberge. Toutes les rentrées d'argent (dons, etc.) et tous les décaissements (salaires, actions sociales et culturelles) sont réalisés *via* l'hébergeur. La Fondation de France étant reconnue d'utilité publique, la Fondation Carla Bruni-Sarkozy l'est aussi indirectement, mais pas en tant que telle.

La fondation n'a pas non plus de conseil d'administration, ni de bureau, et elle ne tient aucune assemblée générale. Elle n'est pilotée que par un « Comité exécutif » de six personnes : Carla Bruni-Sarkozy (présidente), Marie-Thérèse Geffroy (présidente de l'Agence nationale de lutte contre l'illettrisme, considérée comme proche de l'Élysée, basée à Lyon où elle fut une opposante célèbre à Charles Millon), Michèle Barzach (ancienne ministre), Jean-Paul Gautier (couturier), Patrice Corre (proviseur du lycée Henri-IV) et Jean-Paul Scarpitta (directeur de l'orchestre et de l'opéra de Montpellier). Ce comité est complété par une « conseillère spéciale », la directrice du Samu social. Le comité définit ses orientations, notamment du point de vue scientifique, mais n'a aucun rôle, m'a dit Cléa Martinet, la secrétaire générale de la fondation, pour la gestion ou le juridique.

Les comptes de la fondation Carla Bruni-Sarkozy ne sont pas publics ; ils sont « intégralement consolidés au sein de la Fondation de France », me dit Cléa Martinet.

Cela étant, à partir des informations fournies directement par la Fondation Carla Bruni-Sarkozy (Cléa Martinet encore), on peut préciser que la Fondation dispose de trois salariés à temps plein qui sont rémunérés par la Fondation de France, vraisemblablement sur une ligne budgétaire propre à la fondation de la Première Dame de France. La fondation dispose aussi de « conseillers », comme par exemple Julien Civange qui est, nous dit-on, « bénévole ».

### **Bilan des activités de la fondation**

En 2011, la fondation a décaissé environ 2 millions d'euros, hors frais de fonctionnements (toujours selon Cléa Martinet).

S'agissant de ses activités, la fondation se concentre sur trois thèmes : l'accès à l'éducation des jeunes en grande difficulté ; la lutte contre l'illettrisme ; enfin, l'accès à la culture pour les personnes vulnérables.

Précisons que les activités de la fondation ne peuvent être menées qu'en France et qu'elle n'a pas d'activités dans le domaine de la lutte contre le sida (activités totalement indépendantes de la Fondation et qui concernent seulement l'ambassadrice du Fonds mondial de lutte contre le sida, Carla Bruni-Sarkozy, en tant que Première Dame de France). C'est un point important, car Carla Bruni-Sarkozy a souvent été présentée à la tête d'une fondation qui faisait aussi de la lutte contre le sida une de ses missions.

En 2011, la fondation a mené des actions dans plus de « 900 lycées » et « 415 familles » auraient été « accompagnées » depuis sa création. Mais il semble que ces actions soient surtout menées avec les partenaires de la fondation : l'Agence nationale de lutte contre l'illettrisme (dirigée depuis sa création par Marie-Thérèse Geffroy, qui en est devenue présidente récemment), l'Union nationale des associations familiales (Unaf) et l'Ecole des loisirs. Le ministre de la Culture, Frédéric Mitterrand, prête aussi main forte aux opérations de la fondation, comme l'atteste l'engagement financier, à ses côtés, du Centre national du Livre lors d'une opération commune au Salon du livre 2011.

Plusieurs spécialistes de l'illettrisme, que j'ai interrogés sans esprit polémique, confirment que la fondation Carla Bruni-Sarkozy n'a pas réussi à devenir un acteur important du secteur. L'un des responsables d'une importante association me dit : « En matière de lutte contre l'illettrisme, la fondation SNCF, la fondation Orange, la fondation Crédit Mutuel pour la lecture, ou la fondation des Caisses d'épargne pour la solidarité font beaucoup moins parler d'elles mais font un travail bien plus important. » « Pour moi, ils ne font rien. Aucun projet n'a abouti depuis trois ans. C'est de la peopolisation », confirme pour sa part l'un des meilleurs spécialistes de l'illettrisme en France.

## **Les financements de la Fondation Carla Bruni-Sarkozy**

À ses débuts, et encore récemment, Carla Bruni-Sarkozy a affirmé ne pas vouloir d'argent public. Ainsi est-il écrit sur le site personnel de la Première Dame de France : « Les fonds et ressources [de la fondation] proviennent exclusivement de mécènes privés : dons de particuliers ou d'entreprises non contrôlées par l'État. La générosité du public n'est pas sollicitée. Et la Fondation n'a pas vocation à se substituer à l'action publique ; elle agit en complément. » Interrogée plus récemment par le compatissant Jean-Pierre Pernaut au journal de 13h sur TF1, qui lui demande si elle reçoit de l'argent public, Carla Bruni-Sarkozy répond : « Non, c'est de l'argent exclusivement privé. »

Or, côté financement, Carla Bruni-Sarkozy n'a pas réussi à mobiliser pour sa fondation les donateurs, en dépit de ses promesses. Elle a seulement pu convaincre quelques stars sur le retour, quelques millionnaires individuels qui contribuent peu (Sheila Johnson, Stanley Shopkorn), un millionnaire qui contribue davantage (Stephen Schwarzman qui s'est engagé à donner 2,5 à 3 millions d'euros sur sept ans) et surtout quelques entreprises captives, dont les dirigeants sont des proches du président Sarkozy, comme LVMH, Lagardère (via Hachette-Livres), *Madame Figaro* ou la maison de chaussure Roger Vivier.

Elle accepte aussi de l'argent de John Paulson, un investisseur privé qui est entré au capital du constructeur automobile français Renault, pourtant une entreprise à capital partiellement public, ce qui peut laisser planer un soupçon de conflit d'intérêts (il se serait engagé à offrir 500 000 euros à la fondation chaque année de 2010 à 2012).

Ce n'est pas tout. L'Oréal a promis de lui verser la coquette somme de 1,5 million d'euros sur cinq années, *via* sa filiale Lancôme, ce qui a été révélé dans le cadre de l'affaire Bettencourt (et que nous confirme la secrétaire générale de la Fondation Carla Bruni-Sarkozy). Un financement passablement ennuyeux. L'opération qui en a découlé, et un des rares programmes propres à la Fondation, n'est pas sans rappeler le titre d'un livre de Denis Robert : « Révélations Lancôme ».

## **Le site de Carla Bruni-Sarkozy**

Le site de Carla Bruni-Sarkozy est plus problématique encore. Jusqu'à présent, le site de la Première Dame de France était co-financé par trois acteurs. En tant que Première Dame de France, c'est l'Élysée qui finance : la Présidence de la République aurait débloqué 50.000 euros, affirme la journaliste Besma Lahouri dans sa bonne biographie de Carla Bruni (une information qui n'a à ce jour pas

été démentie et que nous confirme la secrétaire générale de la fondation Carla Bruni-Sarkozy sans nous préciser le montant).

D'autre, en tant que présidente de la Fondation Carla Bruni-Sarkozy, la fondation finance le second tiers.

Enfin, en tant qu'ambassadrice du Fonds mondial, c'est le Fonds mondial à Genève qui finance le troisième tiers (Michel Kazatchkine m'a confirmé ce point mais affirme qu'il a cessé, depuis la fin de 2011, « tout financement et qu'il n'y aura plus de liens financiers, à l'avenir, avec la Fondation »).

Comment le Fonds mondial finance-t-il le site, et par quels outils de transferts bancaires ? C'est bien le problème. Il semble que le Fonds mondial des Nations unies à Genève ait, au lieu de financer directement la fondation, réglé les factures des prestataires de service. Parmi eux, deux agences sont citées.

Le site de la fondation a été conçu par Julien Civange qui a probablement été rémunéré pour cela via l'une de ses sociétés (voir ci-dessous). Le site a été ensuite réalisé techniquement par l'agence Zeni, qui a certainement été rémunérée pour cela. Au final, le site a bien été lancé le 6 octobre 2009.

### **Le financement français à la lutte contre le sida internationale.**

La contribution française à la lutte contre le sida mondial est extrêmement significative. Elle est orientée principalement vers trois agences internationales, toutes basées à Genève.

La France finance d'abord le « Fonds mondial contre le sida, la tuberculose et le paludisme » (The Global Fund, présidé par Michel Kazatchkine) à hauteur de 360 millions d'euros par an. Cette contribution comporte d'une part une aide directe de 342 millions versée au Trust Fund de la Banque mondiale à Washington qui les gère pour le compte du Fonds mondial. Celle-ci est complétée par une rallonge annuelle de 18 millions d'euros gérée par le ministère français des Affaires étrangères au titre de l'expertise en direction principalement des pays francophones. Si ces 5 % de l'aide annuelle ne sont pas atteints, la France complète la différence jusqu'à parvenir à sa contribution de 360 millions. À lui seul, le Fonds mondial, qui est désormais une fondation sous statut suisse (à ses débuts il dépendait de l'OMS) et compte plus de 500 salariés, finance un quart de la lutte mondiale contre le sida.

Seconde agence : la France finance, *via* une taxe sur les billets d'avions (ou taxe « Chirac »), Unitaid, une agence plus modeste d'une cinquantaine de salariés, qui intervient en amont sur l'obtention des brevets et les marchés du

médicament. Le conseil d'administration de cette agence est présidé par Philippe Douste-Blazy et elle est dirigée par Denis Broun (deux Français). Cette taxe rapporte environ 160 millions d'euros par an, dont 110 millions sont directement affectés à l'Unitaid après une répartition pilotée par le ministère des Affaires étrangères, le ministère du Budget et la direction du Trésor (précisons que la part de financement français compte pour près de 60 % de tout le budget d'Unitaid). « C'est une structure faite sur mesure pour Philippe Douste-Blazy », affirme un haut diplomate français que j'ai interrogé.

Enfin, troisième agence, la France intervient sur le budget de fonctionnement d'ONU-Sida (agence des Nations unies présidée par Michel Sidibé) : la contribution est un peu inférieure à un million d'euros.

Avec ces trois agences, la France est le second contributeur au financement de la lutte contre le sida derrière les Etats-Unis qui versent, par exemple, un milliard de dollars par an au seul Fonds mondial (selon l'engagement de Barack Obama devant les Nations unies). Ainsi, après les Etats-Unis, la France est le principal pays contributeur à la lutte contre le sida, loin devant tous les autres pays, y compris l'Union européenne. « En réalité, la France est aujourd'hui le premier véritable contributeur, car les États-Unis sont très en retard dans leurs versements », me précise un des diplomates chargé de ce dossier au Quai d'Orsay à Paris.

Précisons qu'en dépit des critiques ponctuelles sur ces dispositifs, le bilan de ce dispositif global est pour le moins positif. Actuellement, 34 millions de personnes vivent avec le VIH à travers le monde, et chaque année, près de deux millions de personnes meurent du sida, massivement en Afrique sub-saharienne. Pourtant grâce à ONU-Sida, au Fonds mondial, à Unitaid et à une incroyable mobilisation internationale et locale, le nombre de décès et de contaminations diminue (2,2 millions de morts en 2005 contre moins de 1,8 million en 2011). Le combat porte ses fruits à travers un mélange d'accès massif aux polythérapies anti-virales, à la distribution de préservatifs, à la circoncision prophylactique et à l'éducation des mères séropositives.

« Il y a aujourd'hui 7 millions de personnes sous traitement dans les pays en développement ; la moitié le sont grâce au Fonds mondial qui a sauvé plusieurs millions de vies humaines », nous précise par exemple Michel Kazatchkine, le directeur exécutif du Fonds mondial.

Tous les autres interlocuteurs que j'ai interrogés à Washington comme à New Delhi, à Jakarta ou Londres, et bien sûr en Afrique, témoignent de l'efficacité de ces campagnes.

## **Le comité d'audit et d'éthique de haut niveau du Fonds mondial**

Si l'effort global contre le sida est donc presque toujours salué, et considéré comme efficace à l'échelle mondiale, il existe en revanche, et comme souvent pour l'aide humanitaire, surtout en Afrique, des risques de corruption. Original dans son organisation, le Fonds a privilégié dès le début les partenariats, sans antennes sur le terrain et une bureaucratie légère pour diminuer ses frais de gestion.

Or, dès 2007, des soupçons d'« évaporation » de subventions ont été évoqués dans certains ministères de la Santé locaux, par exemple en Ouganda ou en Indonésie. Mais c'est en 2011 que la situation devient critique : des fraudes de plus grande ampleur sont diagnostiquées au sein du Fonds mondial. Près de 34 millions de dollars de subventions ont été siphonnés dans quatre pays (Zambie, Mali, Mauritanie et à Djibouti).

À Genève, en mai 2011, le Conseil d'administration du Fonds mondial de lutte contre le sida déclenche une enquête indépendante menée par un comité d'audit et d'éthique de haut niveau, créé spécialement. Il est présidé par Michael O. Leavitt, un républicain qui a été gouverneur de l'Utah et qui fut l'ancien ministre de la Santé du président Bush, auquel a été adjoint Festus Mogae, ancien président du Botswana.

## **Carla Bruni ambassadrice du Fonds mondial contre le sida**

Depuis 2008, Carla Bruni a effectué peu de déplacements au nom du Fonds mondial contre le sida. La plupart du temps, elle était accompagnée de Michel Kazatchkine, le directeur exécutif du Fonds mondial. On les retrouve côte à côte à Paris en décembre 2008, au Burkina Faso en février 2009 (où Carla se serait rendue avec le Falcon présidentiel), à l'Assemblée générale des Nations unies à New York en septembre 2009, au Bénin en janvier 2010, encore à New York en mars puis septembre 2010, au dîner de l'association Aides à Paris en novembre 2010, à l'Hôtel Marigny à Paris encore en décembre 2010 ou au G8 de Deauville en mai 2011.

## **Michel Kazatchkine, un grand médecin, un piètre gestionnaire et un ami de Carla Bruni**

Toutes les personnes que j'ai interrogées soulignent le grand professionnalisme et la rigueur scientifique de Michel Kazatchkine. Ce médecin français, qui a été interne à Necker et a fait son post-doctorat à Harvard, avant de se spécialiser dans l'immunologie à l'hôpital Pasteur, fut l'un des premiers médecins à s'être mobilisé contre le sida. Alors chef de clinique à l'hôpital Broussais, il fait partie

de la petite cellule informelle qui se réunit dès 1983, autour de Willy Rozenbaum, Jacques Leibowitch et David Klatzmann, tous les samedis matins à La Pitié-Salpêtrière pour tenter de comprendre ce qui se passe ; c'est là que l'hypothèse de l'existence d'un nouveau rétrovirus est envisagée, menant ensuite l'équipe française du professeur Montagnier sur la voie de la découverte du VIH. Nommé professeur de médecine à l'université René-Descartes, « Kaza », comme on l'appelle déjà, anime l'une des premières cliniques destinées aux malades du sida. Lorsque je l'ai interviewé en 1995, il m'a fait une excellente impression : sensible, humain, il était apprécié de ses collaborateurs et de ses patients. En 1998, le ministre de la Santé Bernard Kouchner le place à la tête de l'Agence nationale de recherches sur le sida. En 2005, il est nommé par Philippe Douste-Blazy, alors ministre des Affaires étrangères, « ambassadeur thématique en charge de la lutte contre le sida ». Siégeant à ce titre au Conseil d'administration du Fonds mondial contre le sida, il en devient officieusement le numéro deux avant d'être candidat à sa direction. La France et le président Chirac en particulier qui a fait du Fonds une de ses priorités, le soutiennent avec force. Au terme d'une âpre lutte face à Michel Sidibé, aujourd'hui patron d'ONU-Sida, il est finalement élu après de nombreux tours de vote en février 2007. Il a été renouvelé pour trois ans en 2011, son mandat courant maintenant jusqu'en 2013.

Si ses qualités scientifiques sont louées, sa gestion est beaucoup plus décriée. Au Quai d'Orsay, on souligne sa bonne connaissance des rapports de force dans les institutions internationales, mais on pointe son manque de rigueur financière. « On était très sceptique sur ses capacités de management d'une grande organisation comme le Fonds mondial et on trouvait parfois étrange ses procédures de décision », commente un diplomate spécialisé dans la politique française de développement. D'autres s'inquiètent de sa pente « mondaine » et sa trop grande proximité avec Carla Bruni. « Il a longtemps été à gauche, mais par ambition, il est devenu un peu trop sarkozyste », regrette un de ses amis médecins. Dans tous les cas, sa démission annoncée du Fonds mondial va ternir l'image de la France.

### **Patrice Debré, l'ambassadeur démissionné**

Médecin hospitalier et immunologue réputé, le professeur Patrice Debré a été officiellement nommé ambassadeur de France thématique « chargé de la lutte contre le sida et les maladies transmissibles » par le Conseil des ministres du 18 mars 2009. Il est le neveu de Michel Debré, le Premier ministre du général de Gaulle, et le cousin de Bernard et Jean-Louis Debré, respectivement député UMP de Paris et président du Conseil constitutionnel. Il est par ailleurs l'un des fondateurs de l'association Orvacs qui encourage la recherche et la mise en œuvre de vaccins contre le sida (association fortement financée par la fondation

de Liliane Bettencourt). Il vient d'être démis de ses fonctions d'ambassadeur sida en décembre 2011 pour des raisons non encore publiques.

Le limogeage express de Patrice Debré est inhabituel au ministère des Affaires étrangères. « Ce type de traitement est réservé aux affaires les plus graves » souligne un ambassadeur. Validée au niveau de la sous-direction santé de la Direction générale de la mondialisation, cette démission ne peut avoir été décidée qu'à un tout autre niveau. « Des ONG proches de l'Élysée ont fait pression en ce sens », me confie, sous couvert d'anonymat, un diplomate. Formule qui désigne de fait la fondation Carla Bruni-Sarkozy. Mais celle-ci n'a aucun moyen d'écarter un ambassadeur. La décision a donc été prise au niveau de Jean-David Levitte, le tout puissant conseiller diplomatique du président Sarkozy, en liaison avec Olivier Colomb, autre diplomate du Président, mais aussi avec le ministre des Affaires étrangères, Alain Juppé. Plus loquace, un autre diplomate que j'ai interrogé confirme que Debré a été « limogé brutalement suite à de graves erreurs dans le dossier Kazatchkine », sans autre précision. La démission de Debré de son poste d'ambassadeur n'a toujours pas été confirmée officiellement (même s'il ne figure déjà plus comme administrateur sur le site du Fonds mondial, et a été remplacé par le nom de Guigaz).

Généralement considéré comme un médecin compétent et un bon connaisseur de l'épidémie, mais qualifié de « piètre diplomate » par certains, et comme « trop lié à l'UMP » par d'autres, Patrice Debré fut également dénoncé par l'association Act Up pour son « inaction », laquelle demandait depuis longtemps sa démission. C'est chose faite.

### **Les autres acteurs du dossier**

- Les conseillers d'Hillary Clinton, présents au conseil d'administration du fonds à Accra sont : Eric Goosby, l'ambassadeur « sida » des États-Unis, et John Monahan, conseiller spécial de Clinton.

- Mireille Guigaz, ancienne ambassadrice de France auprès de l'Organisation pour l'Agriculture et l'Alimentation des Nations unies, a été nommée en décembre en urgence par Alain Juppé pour représenter la France au conseil d'administration du Fonds mondial en remplacement de Patrice Debré, démissionné.

### **Les ambitions entrepreneuriales de Julien Civange**

Musicien et proche ami de Carla Bruni, et disposant d'un bureau à l'Élysée (ou j'ai pu joindre sa secrétaire qui m'a même rappelé), Julien Civange est au cœur de mon enquête de *Marianne*. À la fois conseiller de la Première Dame, chargé de mission officieux à l'Élysée et membre de la fondation Carla Bruni-Sarkozy



(il apparaît officiellement sur le site de la fondation comme « responsable du programme d'éveil musical à vocation sociale »).

Dans mon enquête, je mets en lumière l'existence de plusieurs marques et sociétés appartenant à Civange. Il y a d'abord RH & Cie (une SARL fondée en août 2010 dont le gérant est Julien Civange) et à laquelle appartient la marque « Born Hiv Free » (déposée à l'INPI sous le n°9008772 pour les classes 35, 36 et 41, soit la communication, les assurances et la culture, mais en aucun cas le domaine de la santé).

Il y a ensuite la société Mars Browsers spécialisée en « programmation informatique » (qui appartient également à Julien Civange et qui est déposée à l'INPI sous le n°3631802 dans les classes 35, 38, 41 et 42).

Ensuite, il existe trois autres marques déposées par Civange : Music 2 Titan (INPI n°3321500), Siliwood (INPI n°98719475) et enfin le Centre international des Arts et disciplines numériques (INPI n°3759444).

Selon d'autres sources, une autre structure de Julien Civange existerait également, portant un sigle, et qui aurait reçu, elle aussi, de l'argent du Fonds mondial.

### **Les étranges conseillers de la Première Dame**

Outre Julien Civange (voir ci-dessus), la Première Dame dispose de plusieurs conseillers dont le statut, l'employeur et les missions ne sont pas clairs. La plupart ont un bureau à l'Élysée sans qu'il soit possible de savoir qui les rémunère. Ce fut le cas de Grégoire Verdaux, un ancien directeur financier de l'agence internationale de lutte contre le sida Unitaïd (présidée par Philippe Douste-Blazy), lequel est devenu conseiller humanitaire puis l'un des communicants du président Sarkozy. En 2008-2010, Grégoire Verdaux aurait été « détaché » auprès de la fondation, tout en restant conseiller pour la communication de la Première Dame (sans que l'on sache qui continuait à le rémunérer). En matière de lutte contre le sida, il a été souvent critiqué par les associations et les organisations internationales et a finalement été écarté depuis, pour des raisons mystérieuses (il a finalement atterri comme directeur institutionnel Europe d'EDF auprès d'Henri Proglio).

De son côté, le journaliste Ludovic Perrin, qui avait multiplié les articles élogieux sur Carla Bruni dans *Libération*, a également rejoint la fondation avant de s'en éloigner semble-t-il.

Enfin, signalons la présence discrète de Consuelo Remmert, la demi-sœur de Carla Bruni (la fille de Maurizio Remmert, père biologique de Carla Bruni) qui a rejoint la cellule diplomatique de l'Élysée pour un stage et y serait toujours. Selon plusieurs interlocuteurs, elle a suivi de près les questions relatives à la fondation Carla Bruni-Sarkozy, en liaison avec l'un des conseillers diplomatiques du président, placé auprès de Jean-David Levitte : Olivier Colomb.

### **Les précisions de Michel Kazatchkine**

Lorsque je l'ai interrogé longuement, pendant plus d'une heure, ce mardi 3 janvier, entre 18h30 et 19h30, Michel Kazatchkine a accepté de répondre sans langue de bois à toutes mes questions.

Outre les révélations qu'il fait et que je cite dans *Marianne*, voici quelques-unes de ces autres précisions ou démentis :

– Michel Kazatchkine m'a confirmé que l'ensemble de l'opération « Born Hiv Free » a coûté « 6 millions de dollars », mais conteste le sous-montant de 3,5 millions qui aurait été versé par le Fonds mondial aux agences de communication et aux sociétés recommandées par Julien Civange au nom de Carla Bruni-Sarkozy.

– Michel Kazatchkine confirme que c'est « Carla Bruni [qui lui a] personnellement dit qu'elle avait totalement confiance en Julien Civange auquel elle avait délégué le dossier du sida. Elle [lui] a demandé de passer par lui pour tout ce qui concernait le sida ; c'est avec lui, et à sa demande, qu'[il a] traité ». Il ajoute : « On a donc signé les différents contrats que Civange m'a apportés pour le site de la fondation de Carla Bruni, pour des agences de communication dont Mars Browsers, ou pour différentes opérations, dont le “projet Born Hiv Free” ».

- Michel Kazatchkine confirme qu'il a financé la société Mars Browsers. Cette société a pour gérant Julien Civange.

– En revanche, Michel Kazatchkine affirme que, s'il n'a pas prévenu le conseil d'administration du Fonds mondial de ces flux financiers vers Paris, il a néanmoins tenu informé le « comité financier » du Fonds de ces subventions.

– Michel Kazatchkine a reconnu que « deux appels d'offres avec Julien Civange » n'étaient effectivement pas conformes aux règles du Fonds mondial.

– Michel Kazatchkine m’a dit ne pas connaître les méandres des montages financiers complexes par lesquels les subventions du Fonds mondial passaient pour servir l’image ou la communication de la Première Dame de France.

## **Chronologie**

2002 – Création du Fonds mondial contre le sida, la tuberculose et le paludisme à Genève. D’abord hébergé au sein de l’OMS, c’est aujourd’hui une fondation à part entière de statut suisse.

Septembre 2008 – Carla Bruni-Sarkozy déjeune avec Laura Bush à New York et parle d’illettrisme avec elle. Peu après, sa propre fondation contre l’illettrisme est concrétisée.

1<sup>er</sup> décembre 2008 – Carla Bruni est officiellement nommée « ambassadrice de la protection de la mère et de l’enfant contre le sida » par le Fonds mondial de lutte contre le sida, Onu-Sida et l’Unicef.

Février 2009 – Carla Bruni-Sarkozy et Michel Kazatchkine sont ensemble en voyage au Burkina Faso. On les retrouve encore ensemble à l’Assemblée générale des Nations unies à New York en septembre 2009, au Bénin en janvier 2010, ou encore en Inde. À chaque fois, Carla Bruni prend la parole. Elle explique qu’elle s’engage « pour que les entreprises privées contribuent au fonds mondial » et rappelle que « le sida n’est pas seulement l’affaire des gouvernements ». Sa légitimité ? Elle parle « en tant qu’ambassadrice du Fonds mondial et aussi en utilisant les rencontres exceptionnelles » que lui offre sa position officielle d’épouse du chef de l’État français. Elle explique qu’elle va « sur le terrain le plus possible grâce à mes déplacements officiels qui ne [sont] plus seulement la représentation de mon pays et l’accompagnement de mon mari mais aussi quelque chose que je peux moi-même initié [contre le sida] ». Certains journalistes qui la suivent notent cependant qu’elle « joue la star » dans ces déplacements, sac Prada au bras, en étant obsédée par les microbes, en utilisant fréquemment des lingettes désinfectantes et en se refusant à prendre dans ses bras les enfants malades du sida, contrairement à ce qu’ont fait en pareille circonstance Lady Di, Madonna ou Michelle Obama (informations rapportées par Besma Lahouri dans sa bonne biographie de Carla Bruni et non démenties).

23 avril 2009 – Carla Bruni-Sarkozy lance officiellement la fondation Carla Bruni-Sarkozy.

Septembre 2009 – Début véritable des opérations de la fondation Carla Bruni-Sarkozy.

Fin 2010-début 2011 – La presse fait état de soupçons d'« évaporation » de subventions du Fonds mondial de lutte contre le sida. En Ouganda dès 2008, et en Indonésie en 2009, des fraudes avaient déjà été pointées mais elles s'aggravent avec de nouvelles révélations en 2011 : des fraudes de grande ampleur sont diagnostiquées au sein du Fonds mondial. Un minimum de 34 millions de dollars de subventions a été siphonné ou détourné dans quatre pays (Zambie, Mali, Mauritanie et à Djibouti), reconnaît officiellement, au printemps 2011, Michel Kazatchkine.

Mai 2011 – Conseil d'administration du Fonds mondial à Genève. Vives tensions. Le CA du Fonds mondial se saisit du problème et déclenche une enquête indépendante menée par un comité d'audit et d'éthique de haut niveau, créé spécialement. Il est présidé par Michael O. Leavitt, un républicain qui a été gouverneur de l'Utah et qui fut l'ancien ministre de la Santé de George W. Bush, auquel a été adjoint Festus Mogae, ancien président du Botswana. Tous les comptes sont passés au peigne fin.

26-27 septembre 2011 – Remise du rapport du comité d'audit lors d'un conseil d'administration exceptionnel du Fonds mondial à Genève. « L'ampleur des problèmes rencontrés dans le portefeuille de subventions » est tel qu'une réforme complète de la gouvernance du Fonds mondial est décidée, des « procédures de signalement d'irrégularités » mises en place et une nouvelle « politique d'éthique et de conflits d'intérêts » élaborée (selon le compte rendu de ce conseil d'administration de crise que j'ai pu consulter). Un des membres de ce comité d'audit, que j'ai interrogé aux États-Unis, confirme l'ampleur de la crise mais estime qu'elle est liée à une « crise de croissance ». Et ajoute : « Il faut plus de rigueur. »

21-22 novembre 2011 – Conseil d'administration à Accra (Ghana). Le président du *board*, Simon Bland, un diplomate anglais de haut niveau, fait sortir tous les membres sans droit de vote pour dévoiler ce qu'il sait en comité restreint et à huis clos. Il fait état d'un nouveau rapport indépendant d'un autre comité d'audit anglais qu'il a parallèlement mandaté et de documents confidentiels qui lui ont été remis par l'ancien directeur financier du Fonds mondial, licencié par Michel Kazatchkine. C'est par lui que le scandale qui touche la France éclate.

Novembre 2011 – Alors que Michel Kazatchkine est marginalisé et concrètement démis de ses principales fonctions opérationnelles, un poste de « General Manager » est créé, qui reprend ces fonctions, et reportera directement au *board*. De fait, Kazatchkine est démissionné, même s'il ne l'est pas encore

formellement. Combien de temps va-t-il pouvoir tenir ? « Tout va dépendre du conseil d'administration du Fonds mondial qui est seul juge », me dit simplement un responsable du Fonds.

Décembre 2011 – Patrice Debré, ambassadeur de France chargé de la lutte contre le sida est démissionné. Il est immédiatement remplacé au conseil d'administration du Fonds mondial par une diplomate chevronnée, Mireille Guigaz, ancienne ambassadrice de France auprès de l'Organisation pour l'Agriculture et l'Alimentation des Nations unies. La démission de Debré de son poste d'ambassadeur n'a toujours pas été confirmée officiellement (même s'il ne figure déjà plus comme administrateur sur le site du Fonds mondial, et a été remplacé par le nom de Guigaz).

### ***Making of de mon enquête de Marianne.***

Indépendamment de cet article, je travaille depuis plusieurs années à une enquête internationale qui traite notamment, et parmi bien d'autres sujets, certains aspects de la lutte contre le sida. C'est par ce biais que j'ai eu l'occasion de croiser sur le terrain, en Afrique, en Amérique latine et en Asie, et dans une trentaine de pays, différents protagonistes de ce dossier. L'un de mes contacts de haut niveau, aux États-Unis, m'a apporté en 2011 un certain nombre d'informations qui ont conduit à l'enquête de *Marianne*.

Cette enquête de *Marianne*, plus spécifique, a été conduite en novembre et décembre 2011 à Genève, Bruxelles et Paris, ainsi que dans plusieurs organisations des Nations unies ; une cinquantaine d'acteurs d'une dizaine de pays, notamment à Washington, à New York, à New Dehli et à Londres, ont été également interviewés par téléphone entre novembre 2011 et début janvier 2012.

Après avoir interrogé au Royaume-Uni l'une des hautes personnalités indépendantes missionnées pour faire l'audit des comptes du Fonds mondial, obtenu à Genève les informations des rapports confidentiels des enquêtes en cours du Fonds mondial et interrogé plusieurs ambassadeurs concernés, j'ai alors contacté les principaux acteurs de ce dossier pour les interroger et les faire réagir franchement et directement.

Michel Kazatchkine a accepté de me parler très longuement ce mardi 3 janvier, me confirmant la plupart de mes hypothèses. Julien Civange que j'ai appelé à l'Élysée (sa secrétaire à l'Élysée m'a rappelée ce lundi 2 janvier pour me confirmer que le message lui avait été bien transmis) ne m'a pas encore parlé. Quant à Carla Bruni-Sarkozy, je l'ai contacté à plusieurs reprises, *via* son secrétariat à l'Élysée, dès la fin décembre et encore les 3 et 4 janvier, pour la faire réagir sur les éléments de mon enquête, et son attachée de presse m'a

officiellement et gentiment répondu par écrit pour accuser réception de mes messages.

Je dispose de nombreuses autres précisions, informations et données, qui pourront donner lieu à des compléments d'enquête dans les semaines à venir.